

# L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

“LA RÉVOLUTION SOCIALE OU LA DICTATURE MILITAIRE” (1)

Michel BAKOUNINE

*d'après l'édition de 1871 - Genève - Imprimerie coopérative, 8 rue de Carouge.*

-----

## **TROISIÈME PARTIE: QUE FERONT LES VILLES SANS LES CAMPAGNES? (2)**

Je vous avoue franchement, cher ami, je ne partage aucunement la dévotion superstitieuse de vos bourgeois radicaux ou de vos républicains bourgeois pour le suffrage universel. Dans une autre lettre, je vous exposerai les raisons qui ne me permettent pas de m'exalter pour lui. Qu'il me suffise de poser ici, en principe, une vérité qui me paraît incontestable et qu'il ne me sera pas difficile de prouver plus tard, tant par le raisonnement, que par un grand nombre de faits pris dans la vie politique de tous les pays qui jouissent, à l'heure qu'il est, d'institutions démocratiques et républicaines, savoir que le suffrage universel, tant qu'il sera exercé dans une société où le peuple, la masse des travailleurs, sera économiquement dominée par une minorité détentrice de la propriété et du capital, quelque indépendant ou libre d'ailleurs qu'il soit ou plutôt qu'il paraisse sous le rapport politique ne pourra jamais produire que des élections illusoires, anti-démocratiques et absolument opposées aux besoins, aux instincts et à la volonté réelle des populations.

Toutes les élections qui, depuis le Coup-d'Etat de Décembre, ont été faites directement par le peuple de France, n'ont-elles pas été diamétralement contraires aux intérêts de ce peuple, et la dernière votation sur le plébiscite impérial n'a-t-elle pas été donnée sept millions de “OUI” à l'empereur? On dira sans doute que le suffrage universel ne fut jamais librement exercé dans l'empire, la liberté de la presse, celle de l'association et des réunions, conditions essentielles de la liberté politique, ayant été proscrites, et le peuple ayant été livré sans défense à l'action corruptrice d'une presse stipendiée et d'une administration infâme. Soit, mais les élections de 1848 pour la Constituante et pour la présidence, et celles de Mai 1849 pour l'Assemblée législative, furent absolument libres, je pense. Elles se firent en dehors de toute pression ou même intervention officielle, dans toutes les conditions de la plus absolue liberté. Et pourtant qu'ont-elles produit? Rien que la réaction.

*“Un des premiers actes du gouvernement provisoire, dit Proudhon (3), celui dont il s'est applaudi le plus, est l'application du suffrage universel. Le jour même où le décret a été promulgué, nous écrivions ces propres paroles, qui pouvaient alors passer pour un paradoxe: «Le suffrage universel est la contre-révolution». On peut juger d'après l'événement, si nous nous sommes trompés. Les élections de 1848 ont été faites, à une immense majorité par les prêtres, les légitimistes, par les dynastiques, par tout ce que la France renferme de plus réactionnaire, de plus rétrograde. Cela ne pouvait être autrement”.*

Non cela ne pouvait être et aujourd'hui encore cela ne pourra pas être autrement, tant que les inégalités des conditions économiques et sociales de la vie continueront de prévaloir dans l'organisation de la société; tant que la société continuera d'être divisée en deux classes, dont l'une, la classe exploitante et privilégiée, jouira de tous les avantages de la fortune, de l'instruction et du loisir; et l'autre, comprenant toute la masse du prolétariat, n'aura pour partage que le travail manuel, assommant et forcé, l'ignorance, la misère et leur accompagnement obligé, l'esclavage, non de droit, mais de fait.

(1) Titre de la publication de 1871, mais dont le titre fut rectifié par un *Erratum* en deuxième page. (Note A.M.)

(2) Annotation et sous-titre *Anti.mythes*.

(3) *Idées révolutionnaires*.

Oui, l'esclavage, car quelques larges que soient les droits politiques que vous accorderez à ces millions de prolétaires salariés, vrais forçats de la faim, vous ne parviendrez-jamais à les soustraire à l'influence pernicieuse, à la domination naturelle des divers représentants de la classe privilégiée, à commencer par le prêtre jusqu'au républicain bourgeois le plus jacobin, le plus rouge; représentants qui, quelque divisés qu'ils paraissent ou qu'ils soient réellement entre dans les questions politiques, n'en sont pas moins unis dans un intérêt commun et suprême: celui de l'exploitation de la misère, de l'ignorance, de l'inexpérience politique et de la bonne foi du prolétariat, au profit de la domination économique de la classe possédante.

Comment le prolétariat des campagnes et des villes pourrait-il résister aux intrigues de la politique cléricale, nobiliaire et bourgeoise? Il n'a pour se défendre qu'une arme, son instinct qui tend presque toujours au vrai et au juste, parce qu'il est lui-même la principale, sinon l'unique victime de l'iniquité et de tous les mensonges qui règnent dans la société actuelle, et parce qu'opprimé par le privilège, il réclame naturellement l'égalité pour tous.

Mais l'instinct n'est pas une arme suffisante pour sauvegarder le prolétariat contre les machinations réactionnaires des classes privilégiées. L'instinct abandonné à lui-même, et tant qu'il ne s'est pas encore transformé en conscience réfléchie, en une pensée clairement déterminée, se laisse facilement désorienter, fausser et tromper. Mais il lui est impossible de s'élever à cette conscience de lui-même, sans l'aide de l'instruction, de la science; et la science, la connaissance des affaires et des hommes, l'expérience politique, manquent complètement au prolétariat. La conséquence est facile à tirer: le prolétariat veut une chose; des hommes habiles, profitant de son ignorance lui en font faire une autre, sans qu'il se doute même qu'il fait tout le contraire de ce qu'il veut, et lorsqu'il s'en aperçoit à la fin, il est ordinairement trop tard pour réparer le mal qu'il a fait et dont naturellement, nécessairement et toujours, il est la première et principale victime.

C'est ainsi que les prêtres, les nobles, les grands propriétaires et toute cette administration bonapartiste, qui, grâce à la naïveté criminelle du gouvernement qui s'intitule le gouvernement de la Défense nationale (4), peut tranquillement continuer aujourd'hui la propagande impérialiste dans les campagnes; c'est ainsi que tous ces fauteurs de la franche réaction, profitant de l'ignorance crasse du paysan de la France, cherchent à le soulever contre la république en faveur des Prussiens. Et ils n'y réussissent que trop bien, hélas! Car ne voyons nous pas des communes, non seulement ouvrir leurs portes aux prussiens, mais encore dénoncer et chasser les corps-francs qui viennent pour les délivrer.

Les paysans de France auraient-ils cessé d'être Français? Pas du tout. Je pense même que nulle part, le patriotisme pris dans le sens le plus étroit et le plus exclusif de ce mot, ne s'est conservé aussi puissant, et aussi sincère que parmi eux; car ils ont plus que toutes les autres parties de la population cet attachement au sol, ce culte de la terre, qui constitue la base essentielle du patriotisme. Comment se fait-il donc qu'ils ne veulent pas ou qu'ils hésitent encore à se lever pour défendre cette terre contre les Prussiens? Ah! c'est parce qu'ils ont été trompés et qu'on continue encore à les tromper. Par une propagande machiavélique commencée en 1848 par les légitimistes et par les orléanistes de concert avec les républicains modérés, comme M. Jules Favre et compagnie, puis continuée, avec beaucoup de succès, par la presse et par l'administration bonapartiste, on est parvenu à les persuader que les ouvriers socialistes, les partageux, ne songent à rien moins qu'à confisquer leurs terres; que l'empereur seul a voulu et pu les défendre contre cette spoliation, et que pour s'en venger, les révolutionnaires socialistes l'ont livré, lui et ses armées, aux Prussiens; mais que le roi de Prusse vient de se réconcilier avec l'empereur, et qu'il le ramènera victorieux pour rétablir l'ordre en France.

C'est très bête, mais c'est ainsi. Dans beaucoup, dis-je, dans la majorité des provinces francisées, le paysan croit très sincèrement à tout cela. Et c'est même l'unique raison de son inertie et de son hostilité contre la république. C'est un grand malheur, car il est clair que si les campagnes restent inertes, si les paysans de France, unis aux ouvriers des villes, ne se lèvent pas en masse pour chasser les Prussiens, la France est perdue. Quelque grand que soit l'héroïsme que déploieront les villes - et tant s'en faut que toutes en déploient beaucoup - les villes séparées par les campagnes seront isolées, comme des oasis dans le désert. Elles devront nécessairement succomber.

(4) Ne serait-il pas plus juste de l'appeler le gouvernement de la ruine de la France?